

In addition to being an important market for Canadian skills and products the region is an important source of capital. Arab wealth can aid Canadian development necessary for employment. Some Arab countries have accumulated large sums for investment. Some already have large sums deposited in Canadian banks and invested in Canadian securities. The indications are that we will need access to vast amounts of capital to carry out projects contemplated in our own country in this decade. A source of funds for Canada in addition to our traditional sources is presumably important for us and might be further developed.

Peoples of the Middle East and North Africa wish not only to benefit from our skills, but also to acquire those skills themselves. This sometimes involves establishing vocational and technical schools within the country with the help of outside expertise. Sometimes it involves students going abroad to study. Canadians can help meet both needs. We have a broad experience in planning and developing schools and this is increasingly recognized in the region. For students seeking training abroad our universities and institutes of technology are respected. It is my impression that a number of countries in the region would like to send more students to Canadian institutions at their own expense. In expanding our effort here we could help countries acquire trained manpower required for their development and modernization. We also could impart to these students, many of whom will in future hold responsible positions in their country, an awareness of Canada and things Canadian which over the years could strengthen our bilateral relations with the region.

Such a program for foreign students cannot be undertaken by the federal government alone. It must rather be a joint effort supported by the provinces, who have responsibility for education. I have discussed such a program with a number of provincial ministers. All agreed that it could well be beneficial to Canada as well as useful to the students and countries concerned. At the same time they stressed the necessity of full provincial participation in the planning and operating of such a program to avoid serious embarrassments, such as an effort to place more foreign students in faculties like medicine which do not now have the capacity to accept all high quality Canadian applicants. I understand that federal and provincial officials are currently developing a policy for cooperation on what programs could be undertaken and methods of implementation.

To foster and enhance economic and technological links with the region we must put our minds to it and develop a comprehensive strategy. We are competing with other OECD countries which are aggressive and experienced and anxious to earn foreign exchange to pay for the oil they must import. The financing terms we are offering the less affluent countries of the area should be studied to determine whether changes in our practices could enable us to compete successfully. Of basic importance, however, is the recognition that in Arab countries generally the role of government in the economy is more

En plus de constituer un marché important pour nos compétences et nos produits, la région constitue une importante source de capitaux. La richesse des Arabes peut contribuer au développement du Canada, nécessaire à la création d'emplois. Quelques pays arabes ont accumulé des fonds importants qu'ils désirent investir. Certains ont déjà déposé de grosses sommes dans les banques du Canada et investi dans des valeurs canadiennes. Tout porte à croire que nous aurons besoin de capitaux énormes pour mener à bonne fin les programmes que nous comptons réaliser au pays au cours de la présente décennie. Il importe sans doute que le Canada s'assure et exploite une autre source de fonds, en plus de ses sources habituelles.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord veulent non seulement bénéficier de nos compétences, mais aussi les acquérir. Ce désir se concrétise parfois par l'établissement, sur place, d'écoles professionnelles et techniques, et ce grâce à l'aide d'experts-conseils de l'extérieur. Dans d'autres cas, ce sont des étudiants de cette partie du globe qui vont poursuivre leurs études à l'étranger. Les Canadiens peuvent favoriser la satisfaction de l'un ou l'autre de ces besoins. Il y a longtemps que nous concevons et construisons des écoles, fait que ces pays reconnaissent de plus en plus. En effet, les étudiants qui veulent recevoir une formation à l'étranger manifestent un grand respect pour nos universités et nos écoles techniques. J'ai l'impression qu'un certain nombre de ces pays souhaiteraient envoyer, à leur frais, un plus grand nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement du Canada. Grâce à nos efforts, nous pourrions les aider à se doter de la main-d'œuvre spécialisée dont ils ont besoin pour se développer et se moderniser. Nous pourrions aussi inculquer à ses étudiants, dont un bon nombre occuperont un jour des postes de responsabilité dans leur pays, une bonne connaissance du Canada et de ses ressources, ce qui, avec le temps, nous permettrait de renforcer nos relations bilatérales avec leur pays.

Le gouvernement fédéral ne peut entreprendre seul un programme de ce genre à l'intention des étudiants de l'étranger: les provinces, qui sont chargées de l'éducation, doivent l'appuyer dans ses efforts. J'en ai discuté avec certains ministres provinciaux. Tous ont convenu que cette mesure serait profitable au Canada, tout en rendant service aux étudiants et aux pays intéressés. Par la même occasion, ils ont souligné la nécessité, pour les provinces, de participer pleinement à la planification et à la mise en œuvre du programme, et ce afin d'éviter des situations très embarrassantes (par exemple, inscrire davantage d'étudiants étrangers à certaines facultés, la faculté de médecine entre autres, qui ne peuvent actuellement pas accepter tous les candidats canadiens qualifiés). Je crois savoir que les autorités fédérales et provinciales sont en train d'élaborer une politique de coopération portant sur la nature des programmes à offrir les méthodes d'application.

Afin de resserrer nos liens économiques et technologiques avec ces pays, nous devons tenter d'élaborer une stratégie globale. Nous sommes en concurrence avec d'autres pays de l'OCDE qui sont dynamiques, ont beaucoup d'expérience et désirent obtenir des devises étrangères pour payer le pétrole qu'ils doivent importer. Nous devrions étudier les conditions de financement que nous offrons aux pays moins fortunés de cette partie du monde, afin de voir si, en modifiant nos pratiques, nous pourrions défier cette concurrence. Il importe cependant au premier chef de reconnaître que, dans la plupart des pays